

Après les 4èmes Rencontres, Quoi de neuf sur ... santé communautaire et participation ?

Des Rencontres inscrites dans l'actualité

Pour la 4^{ème} fois, les acteurs de la santé communautaire de France, de Belgique, de Suisse, du Québec et de la Côte d'Ivoire se sont réunis à Lyon en juin 2006 autour de « Participer ? Enjeux et conditions pour construire ensemble ».

Sujet déjà mille fois traité, mais sujet de pleine actualité tant dans les politiques publiques, que dans les débats de notre société en mutation profonde ou qu'ici et là à travers des tentatives de mise en œuvre d'actions revendiquées comme participatives.

L'Institut a cru nécessaire de retenir ce thème car l'implication de tous les acteurs est au cœur de la Charte d'Ottawa, du concept de promotion de la santé, de la santé communautaire.

Mais qu'en est-il exactement ?

Les Rencontres comme depuis leur origine ont pour objectifs :

- . de faire se rencontrer régulièrement les acteurs les plus divers des nouvelles pratiques communautaires autour de la santé,
- . de valoriser les pratiques communautaires existantes,
- . de contribuer à l'amélioration des compétences des acteurs concernés, en analysant ensemble avancées et difficultés,
- . et de susciter le développement des pratiques communautaires en France.

Celles de 2006 ont été construites autour des « enjeux et des conditions pour construire ensemble » avec pour ambition :

- de comprendre les enjeux que recouvre le concept de participation en santé
- d'observer les cheminements de la participation dans des projets de santé communautaire
- d'analyser les enjeux de la place et de la légitimité de chacun à participer
- d'analyser les conditions nécessaires à la participation
- de dégager des propositions pour conforter la participation dans les pratiques communautaires en santé

Les démarches communautaires, un intérêt pour tous

Les démarches communautaires impliquent des acteurs de champ très divers. La diversité des acteurs présents lors des 4èmes Rencontres en atteste.

Parmi les 254 personnes venues :

69 usagers ou habitants engagés dans des projets (soit 27%),

130 professionnels exerçant dans des associations de proximité ou de deuxième ligne - association de réduction des risques, association de santé, ...- (soit 51%),

13 universitaires et étudiants,

24 salariés de collectivités territoriales locales - coordinateurs d'ateliers santé ville, responsable de la santé, centres sociaux, ...- (soit 9%),

14 professionnels institutionnels (MSA, CRAM, INPES, DGS, ...) ou élus (soit 6%).

Les démarches communautaires, des expériences multiples et concrètes

Ces Rencontres ont montré la diversité des pratiques de santé communautaire et leurs intérêts dans divers champs : la santé publique, le développement social local et les soins de santé primaires. Des expériences concrètes et très diverses ont en effet servi de base à la réflexion : les enjeux et l'intérêt de l'implication des femmes dans le dépistage organisé du cancer du sein, la construction collective d'une maison des Rêves pour prévenir la souffrance psychique, l'implication de personnes âgées pour favoriser la solidarité dans les quartiers, l'implication des différents acteurs dans la mise en place de dynamique locale de santé,

Les territoires concernés sont multiples : d'un quartier à une ville, en passant par un centre social, des centres de santé.

Enfin, notons, s'il en est besoin, le caractère international de ces pratiques. Ces Rencontres ont valorisé des actions menées que ce soit en France, qu'en Belgique, en Suisse, au Canada ou encore en Afrique.

Les 4èmes Rencontres, des productions riches sur la participation dans les pratiques communautaires en santé

Les 4èmes Rencontres ont permis de construire autour de 4 axes :

- les enjeux de la participation,
- les acteurs de la participation et leur légitimité,
- les cheminements de la participation,
- les conditions de la participation.

L'ensemble de ces productions fait l'objet d'actes en cours d'édition.

Voici les idées clefs qui ressortent de ces travaux :

Les enjeux de la participation

La participation, est un **acte politique**. Mais elle peut être aussi bien un outil pour assurer la paix sociale que le moyen d'une vraie construction collective de la société.

La participation est un **acte volontaire et citoyen** : un processus pour « oser », un processus pour prendre part, dans l'espace public à un objet commun, à des décisions qui nous concernent.

La participation est un **processus de construction individuelle et collective**, qui permet d'abord de consolider une identité personnelle. Puis d'agir en tant que citoyen et enfin d'agir ensemble vers une construction collective.

La participation est **source de « Pouvoirs »** : pouvoir exister, pouvoir agir, pouvoir agir collectivement (co-construire, voire co-gérer).

La participation engendre **la création de liens et le renforcement de la cohésion sociale**.

Les cheminements de la participation

La participation des personnes dans les démarches communautaires **n'est pas linéaire** ; les places, les intérêts et les représentations de chacun évoluent et changent au fil du processus.

La participation **n'est pas spontanée, elle s'apprend et doit être accompagnée**. Tout processus de participation fait appel à la notion de parcours, de partage de valeurs, de mise en réseau.

La participation est un processus qui demande du temps : temps nécessaire à la « capacitation », voire à la réparation, aux évolutions des représentations, aux conciliations des rythmes et des temps de chacun,...

Accompagner un processus participatif demande d'être capable d'accepter la « non participation », la démobilisation voire le retrait de certains. Les professionnels ont aussi besoin de temps pour se décaler de leur fonction « d'expert », pour devenir « facilitateur ».

Les acteurs de la participation et leur légitimité

La question de la **légitimité fait** bien entendu **écho à la question du pouvoir** (pouvoir de décision, pouvoir des savoirs et des savoir-faire, ...).

Nous sommes actuellement dans **une crise de la représentativité du citoyen et les forces collectives semblent de moins en moins influentes**. Les habitants, usagers et patients ont toujours du mal à se faire entendre et à prendre (ou doit-on plutôt dire obtenir ?).

La question de la légitimité interroge aussi la question du poids et de l'articulation des différents niveaux d'intervention :

- Quelle place a (ou donne-t-on) à chaque acteur (élus, professionnel, habitants)? A-t-elle le même poids ?
- Que faire de la demande institutionnelle quand elle n'est pas exprimée par les habitants ?
- Que faire de la demande des habitants quand elle n'est pas reconnue par les institutionnels ?

En pratique, la participation n'est pas aisée : les professionnels se retrouvent parfois face à des dilemmes : répondre à la demande institutionnelle et « faire participer » ou créer les conditions pour que les habitants s'impliquent réellement dans les projets au risque de ne pas répondre aux injonctions de leur hiérarchie.

Les contraintes administratives et les enjeux politiques sont autant de freins à la participation effective des habitants. L'évaluation quantitative, les lignes budgétaires fléchées et thématiques, les risques de récupération de la participation quand elle produit ses effets, ... sont donc autant de difficultés rencontrées au quotidien. Alors que la participation pourrait être une exigence administrative, un enjeu politique...

Les conditions de la participation et les propositions

Différentes conditions ont été réfléchies pour faciliter la participation dans les démarches communautaires en santé.

Des principes sont à valoriser dans les pratiques : reconnaître la fonction politique de la participation, connaître et reconnaître la spécificité et les ressources de chaque acteur, favoriser la construction d'une philosophie partagée mais aussi une reconnaissance

réciproque, favoriser une participation sans injonction ni instrumentalisation, favoriser la rigueur mais aussi la flexibilité.

De nouvelles pratiques professionnelles et méthodologies d'intervention sont aussi à promouvoir :

- Accompagner les professionnels à évoluer d'une posture de « Faire à la place de » à une posture de « Faire avec »
- Travailler dans la durée sur des projets en s'appuyant sur les ressources et non intervenir dans l'urgence en partant des problèmes et en donnant des solutions hâtives
- Favoriser le travail en réseau, la coordination et le partenariat
- Favoriser la transversalité et le décloisonnement
- Favoriser une méthodologie orientée vers le processus et la participation des acteurs dans toutes les étapes
- Favoriser les notions de bien-être, de plaisir, d'espaces informels, de convivialité, de confiance, ainsi que la notion d'intérêt et de motivation personnelle/individuelle....
- Favoriser une pédagogie active et des outils adaptés
- Valoriser les productions (stratégies de communication, information...).
- Mutualiser et favoriser l'échange de savoirs

Enfin, des formations et des mises en compétences sont autant de facilitateurs.

Des propositions de formations ont été faites par les acteurs présents.

- La démarche communautaire : former les professionnels, les élus et les habitants pour qu'ils acquièrent les savoirs, savoir-faire et savoir-être de l'approche communautaire
- Les processus d'action co-construits : mettre en place des formations avec tous les acteurs pour apprendre à se connaître, se reconnaître dans le « faire ensemble », à prendre en compte les intérêts personnels, à considérer les différents contextes d'intervention, à se rendre capable de participer activement et pour être capable de « laisser la place »
- La dynamique de groupe : savoir gérer les enjeux, savoir gérer les représentations et les intérêts des différents acteurs, savoir rendre capable d'agir, ...

Promouvoir la santé des populations

Alors que les politiques publiques en santé sont orientées par les indicateurs sanitaires, les 4èmes Rencontres ont montré que d'analyser les enjeux de la participation dans les pratiques communautaires en santé replace la santé dans sa conception globale et dans le processus démocratique. Elle souligne aussi le poids majeur des individus, des systèmes et de leur interaction dans la construction de l'état de santé individuel et collectif.

Tendre vers un meilleur état de santé des populations et favoriser l'efficacité des politiques publiques de santé devrait donc passer par :

- la promotion de démarches inscrites dans la durée et partant des réalités et des problématiques des territoires
- la reconnaissance et la valorisation des ressources et du pouvoir des usagers/habitants (expériences de vie, savoirs, savoir-faire),
- des stratégies de travail en réseau et en intersectorialité,
- des formations (pour professionnels, élus, habitants/usagers) pour mieux appréhender les outils méthodologiques et d'animation facilitant la construction collective, la résolution de conflits,